

*Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie et la collaboration de ces sociétés avec le régime raciste minoritaire de cette région*⁴⁶ et le rapport du Secrétariat sur les responsabilités des pays d'origine en ce qui concerne les sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud et en Namibie en violation des résolutions et décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies⁴⁷,

Notant avec une vive préoccupation que la situation en Afrique du Sud s'est détériorée ainsi que l'ont récemment mis en évidence les brutalités accrues, les massacres aveugles et les arrestations massives de personnes innocentes, y compris d'enfants, perpétrés par les autorités du régime minoritaire raciste d'Afrique du Sud,

Regrettant que les investissements étrangers directs réalisés en Afrique du Sud aient considérablement augmenté au cours des dernières années,

Affirmant la nécessité d'intensifier au niveau international l'action de tous les gouvernements et des organisations non gouvernementales, notamment des syndicats, des établissements universitaires, des parlementaires et des personnalités officielles de divers pays,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie et la collaboration de ces sociétés avec le régime raciste minoritaire de cette région, en particulier de la liste des sociétés transnationales qui opèrent dans ladite région, et du rapport du Secrétariat sur les responsabilités des pays d'origine en ce qui concerne les sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud et en Namibie en violation des résolutions et décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies;

2. *Condamne* le régime raciste minoritaire d'Afrique du Sud, sa brutale perpétuation du système inhumain d'*apartheid* et l'occupation illégale de la Namibie;

3. *Réaffirme* que les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud renforcent le régime minoritaire raciste dans sa perpétuation du système d'*apartheid* et son occupation illégale de la Namibie;

4. *Note avec satisfaction* les mesures prises par les organisations non gouvernementales et les établissements universitaires qui ont exercé des pressions pour que leurs capitaux soient retirés des sociétés transnationales qui collaborent avec le régime raciste minoritaire, ainsi que les mesures législatives et autres réglementations proposées par certains parlementaires et d'autres personnalités officielles dans divers pays en vue de mettre fin aux activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie, et prie le Secrétariat de transmettre le texte de la présente résolution à toutes ces organisations et à tous ces parlementaires et personnalités officielles;

5. *Accueille avec satisfaction*, en tant que première mesure positive, la décision de certains pays où des sociétés transnationales ont leur siège, d'imposer des

restrictions aux nouveaux investissements en Afrique du Sud et de limiter les prêts bancaires au régime raciste minoritaire;

6. *Prie instamment* toutes les sociétés transnationales de mettre un terme à leurs investissements en Afrique du Sud et de cesser toute forme de collaboration avec le régime raciste minoritaire;

7. *Réaffirme* la résolution 301 (1971) du Conseil de sécurité du 20 octobre 1971, dans laquelle le Conseil a demandé aux Etats de s'abstenir d'établir des relations économiques avec l'Afrique du Sud concernant la Namibie et a déclaré que les droits, titres ou contrats adjugés à des particuliers ou à des sociétés par l'Afrique du Sud après l'expiration du mandat ne pourraient être protégés ou repris à leur compte par les Etats dont relèvent ces particuliers ou sociétés dans le cas de revendications formulées par un futur gouvernement légitime de la Namibie;

8. *Invite* tous les Etats, organisations non gouvernementales et sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud et en Namibie à contribuer avec l'Organisation des Nations Unies à l'organisation d'auditions publiques sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie, afin de faciliter la conduite d'auditions équitables, objectives et équilibrées concernant les activités des sociétés transnationales dans les secteurs mentionnés dans la résolution 1982/70 du Conseil économique et social du 27 octobre 1982;

9. *Prie* le Secrétaire général :

a) De faire en sorte que le Secrétariat poursuive le travail utile qu'il accomplit en rassemblant et en diffusant des informations sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie;

b) De fournir des informations plus détaillées sur les caractéristiques des sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud et en Namibie;

c) De mettre à jour, pour les présenter à la Commission des sociétés transnationales à sa douzième session, son rapport sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie et le rapport du Secrétariat sur les responsabilités des pays d'origine en ce qui concerne les sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud et en Namibie en violation des résolutions et décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies.

52^e séance plénière
26 juillet 1985

1985/73. Objectif à atteindre en matière d'annonces de contributions au Programme alimentaire mondial pour la période biennale 1987-1988

Le Conseil économique et social,

Notant que le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire, à sa dix-neuvième session tenue du 20 au 31 mai 1985, a reporté à sa vingtième session, qui se tiendra du 30 septembre au 11 octobre 1985, l'examen de l'objectif à atteindre pour les annonces de con-

⁴⁶ E/C.10/1985/7.

⁴⁷ E/C.10/1985/9.

tributions au Programme alimentaire mondial pour la période biennale 1987-1988⁴⁸,

Tenant compte du fait que le chiffre fixé comme objectif pour les annonces de contributions servira de guide aux pays donateurs lors de la conférence d'annonces de contributions au Programme alimentaire mondial pour la période biennale 1987-1988, qui doit être réunie au début de 1986,

Recommande à l'Assemblée générale d'examiner, à sa quarantième session, l'objectif à atteindre pour les annonces de contributions au Programme alimentaire mondial pour la période biennale 1987-1988.

52^e séance plénière
26 juillet 1985

1985/74. Dispositions pour la négociation d'un accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 34/96 de l'Assemblée générale du 13 décembre 1979, par laquelle l'Assemblée a prié le Conseil économique et social de prendre des dispositions pour négocier avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel un accord en vue de faire de cette organisation une institution spécialisée, conformément aux Articles 57 et 63 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant aussi sa propre décision 1983/105 du 4 février 1983, par laquelle il a autorisé le Président du Conseil à nommer, en choisissant parmi les Etats membres du Conseil, en consultation avec les présidents des groupes régionaux, les membres du Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales,

1. *Prend note* de la nomination par le Président du Conseil économique et social des membres du Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales⁴⁹;

2. *Autorise* le Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales à se réunir à un moment approprié pour négocier avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel un accord sur les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel;

3. *Prie* le Secrétaire général de transmettre directement au Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales les propositions pertinentes concernant l'accord sur les relations;

4. *Prie* le Président du Conseil, en consultation avec les membres du Bureau, de convoquer, si nécessaire, une reprise de la session du Conseil économique et social

pour examiner les résultats des travaux du Comité en vue de prendre les mesures appropriées;

5. *Invite* le Comité des conférences à prendre les dispositions appropriées, dans la limite des ressources disponibles, pour les réunions du Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales.

52^e séance plénière
26 juillet 1985

1985/75. Aspects économiques et techniques des affaires de la mer

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1980/68 du 25 juillet 1980 sur la coopération dans les utilisations de la mer et dans la mise en valeur des zones côtières, et sa résolution 1983/48 du 28 juillet 1983 sur les affaires de la mer, conformément à laquelle le Secrétaire général a présenté au Conseil, à sa seconde session ordinaire de 1985, un rapport sur les tendances et les faits nouveaux intervenus, sur les plans économique et technique, dans le domaine des affaires de la mer⁵⁰,

Convaincu que les ressources de la mer représentent une contribution actuelle et potentielle importante au processus de développement,

Notant qu'un nombre croissant d'Etats Membres, en particulier de pays en développement, se sont engagés dans des activités destinées à permettre l'utilisation pleine et rationnelle des ressources de la mer, en particulier dans leur zone économique exclusive,

Notant aussi que, conformément au programme relatif aux aspects économiques et techniques des affaires de la mer figurant dans le chapitre 25 du plan à moyen terme pour la période 1984-1989⁵¹, le Secrétaire général s'est spécialement efforcé d'aider les Etats Membres à mettre en valeur et à gérer les ressources de la mer dans leur zone économique exclusive,

1. *Approuve* les efforts déployés par le Secrétaire général pour que le programme relatif aux aspects économiques et techniques des affaires de la mer réponde aux besoins croissants des Etats Membres;

2. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur les tendances et les faits nouveaux intervenus, sur les plans économique et technique, dans le domaine des affaires de la mer;

3. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre, en étroite coopération avec tous les organismes compétents des Nations Unies, les activités relatives aux aspects économiques et techniques des affaires de la mer, et de faire rapport au Conseil économique et social, à sa seconde session ordinaire de 1989, sur les faits nouveaux intervenus dans ce domaine;

⁴⁸ E/1985/79.

⁵¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément n° 6A (A/37/6/Add.1)*, annexe II.

⁴⁹ Voir WFP/CFA : 19/22, par. 27.

⁵⁰ Voir E/1985/157.